

## **COMPTE RENDU FNEC-FP FO 86 du F3SCT-D 86 du 21 mai 2026**

*En présence de l'IA-DASEN, IEN-A, SG, ISST, Conseillère Prévention, FO, FSU, UNSA*

Cette F3SCT-D du 21 mai a une nouvelle fois confirmé l'explosion des situations de violences, de tensions et de souffrance au travail dans les écoles et établissements du département.

### **Réponse de la DASEN aux déclarations liminaires**

La DASEN a reconnu que « à chaque RSST, une situation montre une tension et il faut une réaction ». Elle a également insisté sur la nécessité « d'aller plus loin dans la transmission d'informations », sur l'importance de « se faire mutuellement confiance » et sur le fait qu'il ne fallait « pas hésiter à interpellier directement » la hiérarchie.

La DASEN a également affirmé vouloir faire de la F3SCT une « instance de terrain et de proximité ».

Pour la FNEC FP-FO 86, le problème aujourd'hui n'est plus de savoir si les informations remontent. Le problème, c'est que malgré les signalements, malgré les réunions, malgré les dispositifs et malgré les accompagnements annoncés, les collègues continuent de subir les mêmes situations sans amélioration concrète.

Concernant l'école de Monts-sur-Guesnes, évoquée dans notre déclaration liminaire sous le titre « Silence, on craque ! », la DASEN a refusé que les collègues puissent parler de sentiment d'abandon, affirmant : « je n'ai jamais vu un tel accompagnement ». Elle a évoqué un IEN « en résidence » dans l'école, « une commission partenariale » et « une équipe d'accompagnement ».

Pour FO, cet argument ne répond pas au fond. Les collègues ne parlent pas d'abandon parce que personne ne vient. Ils parlent d'abandon parce que malgré toutes ces annonces, les problèmes persistent et que les collègues ne voient pas d'amélioration réelle de leurs conditions de travail.

## **IME de Moulins : suite à la saisine de FO**

Concernant l'IME de Moulins, FO se félicite qu'un véritable échange ait enfin eu lieu grâce à notre interpellation et à notre saisine.

Mais là encore, les réponses apportées restent extrêmement floues. L'administration renvoie vers le cadre associatif et l'ARS, rappelle le « cadre réglementaire » et demande de « laisser le temps d'agir ». Elle explique également que l'Éducation nationale serait seulement compétente « sur la situation personnelle » des enseignants concernés.

Pendant ce temps, comme nous l'avons détaillé dans notre déclaration liminaire, les personnels continuent de subir une réorganisation majeure de leurs conditions de travail sans réelle concertation : disparition des espaces classes, fonctionnement itinérant imposé, mutualisation du matériel, réduction des temps de coordination et dégradation profonde des conditions d'enseignement spécialisé. Le tout annoncé après le mouvement et après les demandes de temps partiels.

FO note également une certaine hypocrisie dans les échanges de l'administration sur ce dossier. D'un côté, il a été expliqué que l'IEN ASH n'aurait eu connaissance du dossier que par les RSST. De l'autre, la DASEN a affirmé ne pas connaître précisément le projet... alors même que celui-ci figurait noir sur blanc dans les pièces jointes de notre demande de saisine, finalement refusée sous cette forme.

## **Formation sur les risques psychosociaux**

Suite à la formation sur les risques psychosociaux dispensée aux membres de la F3SCT-D, FO a demandé que tous les collègues du département puissent bénéficier d'un véritable temps de formation sur ce thème et de l'intervention de professionnels spécialisés comme des psychologues du travail.

Réponse de l'administration : dans le cadre de la demi-journée accordée par le recteur sur le DUERP, « on pourrait imaginer 1h30 sur les RPS et 1h30 sur le DUERP ».

Mais cette formation serait prise sur les 18 heures d'animations pédagogiques. Il reste « impossible » de dégager du temps sur le temps de classe.

## **Retour sur le groupe de travail RSST**

Le secrétaire général a tenté de dresser un bilan du groupe de travail RSST et des réponses pouvant être apportées aux collègues. La seule évoquée reste la formation, pourtant reconnue par le secrétaire général lui-même comme « une tarte à la crème toujours resservie ».

La DASEN a également déclaré que « beaucoup d'enfants ne vont pas bien parce que beaucoup de familles ne vont pas bien... on est une société qui vit la guerre ».

Pour FO, ce constat ne peut pas servir à banaliser les violences et la souffrance vécues quotidiennement par les personnels.

L'administration reconnaît elle-même que les collègues font face à des situations extrêmement dégradées, tout en expliquant qu'il existerait encore des ressources insuffisamment mobilisées : « nos RASED sont complets sur tout le département » et il serait possible de « mobiliser les Psy-EN » ou de renforcer leur présence dans les conseils des maîtres.

FO constate que les RASED sont effectivement complets... sur le papier. Dans la réalité, ils sont très loin de répondre aux besoins du terrain. La suppression de près de 7 000 postes de RASED au niveau national, principalement des postes G de rééducateurs, à la suite des réformes engagées en 2008, continue de produire ses effets aujourd'hui. Les équipes sont insuffisantes, les délais d'intervention s'allongent et de nombreuses situations restent sans réponse adaptée. À cela s'ajoute un nombre de départs en formation CAPPEI toujours limité à sept par an pour la Vienne, insuffisant pour reconstituer les moyens spécialisés dont les écoles ont besoin.

Concernant les Psy-EN, FO rappelle que leur mission est celle de psychologues scolaires au service des élèves. Ils ne sont ni formés ni missionnés pour assurer le suivi des risques psychosociaux des personnels. Confondre psychologue scolaire et psychologue du travail révèle une méconnaissance inquiétante des enjeux de santé au travail. Les collègues confrontés à des violences, à l'épuisement professionnel ou à des risques psychosociaux ont besoin de professionnels spécifiquement formés à ces problématiques, pas d'un nouveau glissement des missions déjà nombreuses des Psy-EN.

### **De 5 instances F3SCT par an à seulement 3**

Enfin, FO a dénoncé la réduction du nombre d'instances F3SCT. Alors que les RSST explosent dans le département, il est inacceptable de passer de cinq instances annuelles à trois.

Certes, trois groupes de travail RSST seront maintenus, mais FO a rappelé que les GT ne remplacent pas les instances : ils permettent d'apporter des éléments ou des éclairages, mais ne permettent pas d'obtenir de véritables réponses de l'administration.

À ce sujet, la FSU a expliqué cette diminution par le fait qu'il s'agit « d'une année d'élections professionnelles ».

Pour FO, les violences scolaires, les arrêts maladie et les risques psychosociaux ne s'arrêtent pas pendant les élections professionnelles.

Pour la FNEC FP-FO 86

Vos représentants FO à la F3SCT-D

Julien TIMON, Fabien VASSELIN, Frédéric Artus, Anaïs FEUILLOLEY